

*Politique économique*

**M. Stevens:** Vous dites cela parce que vous ne savez pas où vous allez.

**M. Macdonald (Rosedale):** Pendant l'année 1976, notre politique fiscale et monétaire a contribué, avec le programme de lutte contre l'inflation, à réduire celle-ci et à maintenir le taux de production et d'emploi.

Je conviens qu'il s'agit d'une tâche difficile qui devra faire l'objet d'une surveillance constante et de rajustements en fonction des circonstances. Il s'agit en outre d'une tâche qui ne s'accomplit pas du jour au lendemain. Le gouvernement doit veiller à la croissance future et à la stabilité de l'économie. J'estime que la politique fondamentale adoptée par le Canada et d'autres pays industrialisés en vue d'un rétablissement prudemment orchestré servira à la longue nos intérêts.

**M. Stevens:** Quel rétablissement prudemment orchestré?

**M. Macdonald (Rosedale):** Il vise à assurer une croissance continue sans subir de nouveau un taux d'inflation de 10 p. 100 ou plus. Nous ne saurions protéger nos emplois actuels et en créer d'autres à l'intention d'une main-d'œuvre canadienne qui ne cesse de croître, si nos prix et nos coûts sont trop élevés. Nous devons absolument endiguer l'inflation si nous voulons favoriser certaines conditions de planification et d'investissement dans le secteur privé, là où se créent la plupart des nouveaux emplois.

A mon avis, 1976 a été une année importante, car elle aura permis d'organiser et de consolider une expansion qui ne soit pas inflationniste et qui permette de réduire le taux de chômage. Ces trois dernières années, nous avons fait mieux que nos partenaires commerciaux pour ce qui est de l'augmentation réelle de la productivité.

La production réelle a augmenté de 3.2 p. 100 au Canada en 1974, tandis qu'elle baissait de 1.8 p. 100 aux États-Unis. Elle a augmenté de 0.6 p. 100 en 1975, tandis qu'elle baissait de 1.6 p. 100 aux États-Unis. En 1976 elle était au Canada de 8.6 p. 100 supérieure à celle de 1973, tandis qu'elle ne l'était que de 2.5 p. 100 aux États-Unis. On n'aurait pas pu obtenir ces résultats en étant indifférent à la croissance et à la création d'emplois, il a fallu au contraire trouver un équilibre pour lutter contre l'inflation tout en maintenant la croissance. Le gouvernement a reconnu que la réduction de l'inflation et du chômage posait une grande difficulté à cause d'une grande variété de facteurs structurels qui sont de plus en plus manifestes dans les économies industrielles modernes.

Il faut améliorer la structure et le fonctionnement du marché du travail au Canada. Notre problème de chômage découle de facteurs particuliers dus à la composition et la formation de la population active; il est l'expression de problèmes structurels profondément ancrés dans les régions les moins favorisées; il est causé par les répercussions qu'ont les programmes de maintien des revenus sur le fonctionnement du marché du travail; il est dû au fait que les Canadiens exigent certains genres d'emploi et une hausse des revenus réels; il nous montre qu'il existe aussi un problème de chômage frictionnel et qu'il faut constamment recycler et réaffecter la main-d'œuvre.

Dans chacun de ces domaines, le gouvernement continue, au moyen des programmes établis par les ministères de la Main-d'œuvre et de l'Immigration et de l'Expansion économique

[M. Macdonald (Rosedale).]

régionale, d'accroître les possibilités de création d'emplois. Notre engagement à l'égard de ces programmes ne fait aucun doute. Nous n'avons rien à envier à l'étranger, sur ce plan. Il reste toutefois que nous devons nous défendre sur les marchés mondiaux. Si nous voulons une hausse régulière des emplois partout au Canada, nous devons régler nos problèmes de coûts et de prix. Il n'existe aucun remède-miracle pour cela, mais je crois que nous sommes dans la bonne voie. On a grandement réduit d'importantes dépenses, tant dans les secteurs tant public que privé.

Par exemple, la hausse des dépenses fédérales a diminué et elle sera inférieure à la hausse du produit national brut pour l'exercice financier en cours. On prévoit que la hausse des dépenses fédérales sera d'environ 7 p. 100 pour 1977-1978. La croissance de la Fonction publique fédérale sera inférieure à 1 p. 100. Dans le secteur privé, les hausses salariales ont été grandement réduites. Cette réduction a limité la hausse des dépenses salariales unitaires qui était d'environ 10 p. 100 en 1976 par rapport à 14.5 p. 100 en 1975. A mon avis, la situation des prix à la consommation est encourageante. Le taux de croissance des produits non alimentaires a encore baissé en février pour atteindre 8.2 p. 100.

**M. Stevens:** Que dites-vous des prix, dans leur ensemble? Que leur est-il arrivé?

**M. Macdonald (Rosedale):** Nous avons déjà beaucoup encouragé la consommation grâce à l'indexation automatique des impôts des particuliers et aux transferts directs. J'admets qu'il faudra peut-être faire d'autres ajustements pour maintenir le niveau de la croissance réelle à 4 ou 5 p. 100; je m'occuperai de cette question dans le budget.

La motion parle de la balance commerciale. Comme dans le cas de l'inflation et du chômage, on ne peut en traiter isolément. Notre balance commerciale dépend d'une foule de facteurs, notamment le jeu conjugué de notre situation concurrentielle et le taux de change du dollar canadien.

En 1976, notre position commerciale s'est beaucoup améliorée et notre compte commercial accuse de nouveau un surplus. Il est essentiel pour l'économie du Canada que sa balance commerciale demeure favorable si nous voulons assurer le service de notre dette à l'étranger, qui est considérable.

Le Canada est une économie en pleine expansion qui a continuellement besoin d'importantes entrées de capitaux à long terme pour ses investissements. Même si 1976 a été une année un peu exceptionnelle au chapitre des emprunts faits à l'étranger par les provinces, les municipalités et les sociétés, il n'en demeure pas moins que les prêteurs étrangers continuent de faire confiance à notre économie et à ses possibilités de remboursement. Je signale que les frais du service de la dette par rapport au PNB sont à peu près à leur niveau moyen de la période de l'après-guerre.

Des besoins d'emprunter moins grands, de pair avec une baisse des taux d'intérêt au Canada, feront baisser le volume des emprunts à l'étranger et c'est pour cette raison que nous observons actuellement un rajustement des taux de change. La dévaluation du dollar canadien est un autre stimulant de croissance puisqu'elle nous laisse une marge concurrentielle qu'il faudra nous efforcer de conserver.